

CONSTANTINE

Les chauffeurs de taxi en grève

Menaçant de paralyser la ville si leurs doléances ne sont pas prises en charge dans une quinzaine de jours, les syndicats des chauffeurs de taxi de Constantine tiennent pour responsables la Direction des transports, l'APC et les services de sécurité de l'anarchie prévalant dans le secteur.

Rassemblés sous l'égide d'une seule coordination pour donner notamment de l'ampleur à leur mouvement et peser ainsi sur les décisions qu'auront à prendre les autorités, les chauffeurs de taxi n'ont pas vu rallier hier, les trois syndicats.

Sur les 4 000 chauffeurs de taxi affiliés au trois syndicats, à s'avoir l'Union nationale des chauffeurs de taxi (Unact), l'UGCAA et l'UGTA, des centaines d'entre eux ont assuré le service le plus normalement du monde et n'ont pas suivi le mot d'ordre de leurs syndicats respectifs.

Toujours est-il, ce mouvement, qui a été peu suivi pour diverses raisons, a néanmoins

sérieusement perturbé le service des transports en taxi.

Enumérant les problèmes dont souffre la corporation, les représentants syndicaux des protestataires ont imputé, lors d'un point de presse tenu au siège de l'Unact, l'anarchie prévalant dans le secteur à la fuite en avant des services de la Direction des transports, de la commune et ceux des services de sécurité.

Intervenant en premier, le représentant du l'Union nationale des chauffeurs de taxi a fustigé les forces de l'ordre, responsables, selon lui, de «la multiplication des taxis clandestins». A en croire ce dernier, il y a autant de clandestins que de taxis qui sillonnent la ville sans pour autant être inquiétés.

«La passivité des policiers

dans la lutte contre les clandestins a fait qu'aujourd'hui, du fait de la concurrence déloyale des fraudeurs, nous subissons des pertes sèches.

La police ne joue pas son rôle et laisse faire», a estimé le confédencier. Aussi, il a dénoncé «l'acharnement» dont sont victimes les chauffeurs de taxi de la part des forces de l'ordre qui «ne se retiennent pas de verbaliser les chauffeurs de taxi autant pour le stationnement que pour l'arrêt».

Abordant l'épineuse question des licences d'exploitation, dont le nombre est inférieur à la demande et assujéti notamment à la «spéculation et la surenchère» dans leur location, le syndicaliste a exhorté les responsables du ministère des Moudjahidine à libérer les 500 licences gelées à son niveau. En ce sens, il a interpellé les autorités locales pour mettre à la disposition des chauffeurs de taxi un quota de licences administratives pour mettre un terme à la spéculation régnant dans la location de ces titres.

S'agissant de la commission technique des transports de wilaya qui ne s'est pas réunie depuis dix ans et à laquelle est dévolue l'organisation du secteur, le confédencier a appelé la Direction des transports de «remettre sur pied» cette commission afin de débattre des problèmes de la corporation.

De son côté, le représentant de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a imputé aux services de la commune l'anarchie qui prévaut dans les stations. Selon ce dernier, «en procédant à la délocalisation des stations ou à leur annulation pure et simple sans proposer d'autres alternatives, les responsables de la commune ont ouvert la voie aux clandestins».

Les représentants des chauffeurs de taxi, qui espèrent «une réaction positive» des autorités locales, menacent de reprendre la protestation dans une quinzaine de jours dans le cas où leurs doléances ne seraient pas entendues.

Farid Benzaïd

Installation du conseil interprofessionnel de wilaya de la pomme de terre

La constitution d'un conseil interprofessionnel consultatif de la pomme de terre, dont l'objectif sera de «débattre et proposer des solutions», aux niveaux local, régional et national à l'effet de «préserver et le producteur et le consommateur» suffira-t-il à mettre un terme au «désordre» qui caractérise cette filière ?

Les avis des intervenants dans cette filière, réunis hier à la Chambre d'agriculture de Constantine pour élire les membres du bureau de wilaya,

ont des avis mitigés. Pour certains intervenants, de tels organismes, même à caractère consultatif, constitue une «avancée dans la redynamisation de la filière, puisque, estime-t-on, il sera un relais entre le producteur et la tutelle».

Pour d'autres, notamment les producteurs, l'organisme en question «n'apportera rien de nouveau à la filière, si ce n'est faire enrichir davantage les spéculateurs et la mafia de l'importation».

Cette appréhension de certains producteurs trouve son explication dans la décision du ministre de l'Agriculture portant importation du tubercule le plus consommé par les Algériens, et laquelle est qualifiée par ces der-

niers «d'incompréhensible et aberrante». Aussi, ils se demandent à juste titre «pourquoi recourir à l'importation si l'Algérie était capable de s'autosatisfaire par sa seule production». Interrogé à ce propos, en marge de la réunion, M. Bouhedjer, président de la Chambre d'agriculture de wilaya et non moins président de la Chambre nationale, dira que «le recours à cette formule qui ne représente que 2% de la production a pour objectif d'éviter les accidents à l'image de celles vécues durant le mois du Ramadan». Allusion faite à la période de soudure entre deux récoltes. S'agissant du rôle et de la mission du conseil interprofessionnel de wilaya installé hier, il aura, a expliqué M. Bouhedjer,

«à débattre des problèmes et contraintes soulevés par les différents intervenants et de leur trouver des solutions. Autrement dit, dissoudre les divergences qui peuvent apparaître entre les intervenants.

Et en second, a-t-il ajouté, constituer une force de proposition auprès du ministre de tutelle pour la défense et de l'agriculteur et du consommateur». Il convient de noter dans ce contexte que la ville de Constantine, qui n'est pas un grand producteur de ce tubercule, a enregistré un net recul s'agissant de la surface semencée laquelle est passée de 4000 à 380 ha pour un rendement de 150 à 300 quintaux.

F. B.

TIZI-OUZOU

500 000 arbres fruitiers dont 360 000 oliviers ravagés par les flammes

Les dégâts occasionnés par les nombreux foyers d'incendie enregistrés durant la période estivale précédente et que continue de connaître la wilaya de Tizi-Ouzou n'ont pas laissé indifférente l'APW, dont le président a choisi de saisir publiquement, par le biais d'une lettre ouverte, le ministre de l'Agriculture et de la Réforme agraire.

S. Aït-Mébarek - Tizi-Ouzou (le Soir) - «En l'espace de six semaines, plus de 382 foyers d'incendie ont été dénombrés. 500 000 arbres fruitiers, dont 360 000 oliviers, ont été réduits en cendres», commence par déplorer Mahfoud Bellabas qui rappelle que les sinistres et les dégâts que vient de connaître la wilaya de Tizi-Ouzou et qui ont causé un énorme désastre écologique, ont frappé de plein fouet la filière oléicole déjà fragilisée par les incendies des années 1993 et 2007.

Outre cette activité qui constitue la principale source de revenus pour les populations locales, c'est l'arboriculture de montagne, l'élevage bovin et ovin et l'ensemble du couvert végétal de la région qui a subi des pertes incommensurables, selon la P/APW qui déplore le coup

d'arrêt subi par le reste des activités liées à l'exploitation des ressources naturelles et à l'espace forestier, à savoir l'agriculture et le tourisme. Les pertes sont estimées à 120 millions de dinars, précisera l'auteur de la lettre ouverte qui, tout en souli-

gnant la mobilisation de l'Assemblée populaire de wilaya face à ces calamités, déplore le silence de la direction de wilaya de l'agriculture qui a été destinataire d'un rapport détaillé sur la situation et le bilan des dégâts causés par les intempéries de l'hiver dernier.

Cette dernière direction a été également destinataire du bilan des dommages causés par des récents incendies et élaboré lors de la journée d'information ayant regroupé les élus APW et les P/APC ainsi que

les directions de l'exécutif concernées de la wilaya. Un bilan provisoire des dégâts a été dressé et des propositions de lutte contre ce genre de sinistre ont été proposées, peut-on encore lire sur la lettre du P/APW qui regrette l'absence de réaction et d'attention de la part des pouvoirs publics face à ces différentes catastrophes.

«Les indemnisations et les aides de l'Etat ne sont pas venues réparer les dommages causés et soulager la détresse des citoyens sinistrés»,

lit-on encore sur le document de l'APW qui conclut par ces mots adressés au ministre de l'Agriculture : «La population de la wilaya de Tizi-Ouzou attend des pouvoirs publics une aide substantielle pour reconstituer son outil de survie.

Les livraies, notamment, doivent être rapidement replantées. C'est pourquoi, nous attendons de vous un soutien déterminé, à commencer par le don par l'Etat d'un demi- million d'arbustes/oliviers...»

S. A. M.

Fermeture du marché hebdomadaire de Bouzeguène

Le marché hebdomadaire de Bouzeguène, qui se tient tous les mardis sur les hauteurs du chef-lieu à même la route sous les fenêtres des résidents, a été fermé par les riverains qui ont bloqué, dès les premières heures du jour, les accès au site et invité les marchands à rebrousser chemin. Entre autres griefs, les manifestants reprochent à ce marché sa promiscuité, ses nuisances sonores et son insalubrité, choses qu'ils ont fait savoir aux autorités locales.

Ce marché de la discorde a connu trois délocalisations. D'abord en aval du chef-lieu où le site

a bénéficié d'un aménagement adéquat avant d'être boudé par les marchands et les citoyens de par son relatif éloignement et sa situation en pente, puis au centre-ville où il ne tardera pas à être délocalisé de nouveau pour des considérations sécuritaires en 2006.

A son avènement au XVII^e siècle à Aït-Ikhlef, le mythique Souk Tleta s'était bâti une réputation de forum populaire qui avait dépassé les frontières de la région. C'était là que se lançaient les appels au djihad lors des insurrections armées et que les bardes déclamaient leurs poèmes sous les cris de

l'élancheur de soif anonyme qui criait «amen n'sidi Abdelwahed, Rebi wahed», référence au saint homme dont la kobba veille sur les tombes du cimetière. C'était là que venaient s'approvisionner les villageois de la région en fruits, légumes et viande étalés sur des tapis de fougères sentant la fraîcheur des essences naturelles de la forêt toute proche.

Ce souk historique est présentement menacé de disparition, s'émeuvent des citoyens nostalgiques.

S. Hammoum

BOUMERDÈS

Fête du vignoble

à Sidi-Daoud

Il n'y a pas si longtemps, Sidi-Daoud, localité agricole de la basse vallée de Oued Sebaou, dans l'est de la wilaya de Boumerdès, n'était pas une localité recommandée pour une virée touristique pour les gens qui ne connaissent pas la région.

Les salafistes du GIA, du GSPC puis d'Aqmi imposaient leur loi sanguinaire depuis les années 1990. Maintenant, les autorités agricoles, en collaboration avec l'APC, organisent une fête dédiée au raisin. Sidi Daoud est en effet pionnière dans la culture du *dabouki* (*sabène*), raisin de table de haut rendement et de bonne qualité, introduit sur les deux rives du Sebaou au début des années 2000.

Les fellahs de la région de l'est de la wilaya ont par ailleurs mis au point des systèmes d'irrigation du vignoble. Ce qui leur permet d'améliorer la production pour dépasser, à certains endroits, les 350 quintaux à l'hectare. En matière de production viticole, il était temps de rendre à César ce qui lui appartient ; d'autant plus que la wilaya de Boumerdès produit annuellement jusqu'à 2,5 millions de quintaux dont environ 70% est le fameux *dabouki* ; *sabène* pour d'autres, meilleur raisin de table commercialisé en Algérie.

Voulant à tout prix garder la mainmise en termes de qualité et de quantité sur cette filière, les fellahs de Boumerdès, particulièrement ceux de la partie est de la localité, ont mis en culture d'autres types de raisin comme le red glob et le victoria. Ils ont également amélioré la qualité et le rendement du cardinal pour le cultiver massivement dans les régions semi-arides du piémont de la wilaya, notamment dans l'arrière-pays de Laâziv et Bordj-Menaïel.

Par ailleurs, des expériences sont en cours pour réintroduire le raisin sans pépins qui est généralement transformé en raisin sec. La toute dernière expérience consistait au greffage, à Tagdemt (Dellys), de plants d'un raisin noir, originaire, dit-on d'Orient, qui donne un long grain dont la forme avoisine celle @••d'une datte. Il s'agit d'*el-djaouhara essaouda* (perle noire). Rappelons qu'à l'occasion de cette fête, un hommage particulier a été rendu à feu Khedir Saïd dit *Dda Meziane*, «greffeur» émérite depuis les années 1940, qui, grâce à ses mains expertes, a introduit 7 variétés de raisin dans cette région de Basse Kabylie dont quelques-unes de la famille de du *dabouki*.

Ce mardi, le wali de Boumerdès, Kamel Abbès, a mobilisé son armada politico-administrative avant de rejoindre la localité et procéder à l'inauguration d'une trentaine de stands remplis de raisin alors que d'autres stands étaient occupés par les entreprises activant indirectement dans la filière de la viticulture. La ville s'est parée de ses plus beaux attributs invitant les jeunes à danser, la paix retrouvée, au rythme de groupes folkloriques.

Abachi L.